

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 OCTOBRE 2017

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 11

Pouvoirs : 3

L'an deux mille dix-sept et le trente octobre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué le vingt-six octobre deux mille dix-sept, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Lucien, LAMBERT Éliane, PALDACCI-UVERNET Antony, SILVA Alain.

Absents et excusés :

BESSONE Éric,

BOISBOURDIN Philippe

LESUEUR Frédéric,

MARTIN Alain,

RONET-YAGUE Delphine,

BERTHIAUX Françoise (pouvoir à BERTHIAUX Lucien),

GARCIA Éric (pouvoir à SILVA Alain),

SCHLICHTER Danièle (pouvoir à UVERNET Gabriel).

Désignation du secrétaire de séance : M. SILVA Alain.

Adoption du compte rendu : Adopté sans observations.

Lecture des décisions : Aucune.

1. ADOPTION DES MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES AUX COMPÉTENCES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DU VAR.

M. le Maire expose au Conseil municipal que la commune de Le Thoronet est adhérente à la Communauté de communes « Cœur du Var ».

Les statuts actuels ont été adoptés et arrêtés par le préfet en date du 22 Décembre 2016.

L'adoption de la loi NOTRe en date du 07 Août 2015, impose la modification des compétences exposées en annexe.

M. le Maire indique que par délibération n° 2017/94 du 26/09/2017 le conseil communautaire a adopté les modifications statutaires relatives aux compétences.

Cette délibération nous a été notifiée le 05 /10/2017.

Conformément au C. G. C. T, les communes membres disposent d'un délai de 3 mois pour délibérer sur ces modifications.

M. le Maire donne lecture des statuts et des modifications relatives aux compétences.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-20,

Vu la loi NOTRe du 07 Août 2015,

Vu la délibération n° 2017/94 du conseil communautaire du 26/09/2017 notifiée le 05/10/2017, adoptant les modifications statutaires relatives aux compétences,

Vu les statuts ci annexés,

M. SILVA souhaite informer le Conseil Municipal que la Communauté de Communes pouvait choisir une autre compétence optionnelle que « la construction et l'entretien des équipements culturels et sportifs » ; il était notamment possible de choisir la compétence « politique de l'habitat ». Sa préférence allait vers cette dernière compétence et c'est la raison pour laquelle il a voté contre au Conseil Communautaire et qu'il fera de même pour la présente délibération.

M. LE MAIRE donne l'historique de ce choix, adopté à la majorité du Conseil Communautaire et rappelle que la commission intercommunale qu'il préside va travailler sur le Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) et sa mise en place ; en effet la politique de l'habitat sera une compétence obligatoire en 2020.

Une discussion s'engage sur les possibilités informatiques de diffusion des comptes rendus des Conseils Communautaires aux élus municipaux.

M. BERTHIAUX indique qu'il votera contre, par manque d'information.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter les statuts de la Communauté de communes « Cœur du Var » ci annexés.

Adopté à la majorité des voix exprimées

(Contre : M. Alain SILVA, M. Lucien BERTHIAUX et son pouvoir.

Abstention : M Éric GARCIA)

2. <u>ADHÉSION AU SERVICE COMMUN D'ASSISTANCE INFORMATIQUE</u> <u>AU 01/01/2018.</u>

Monsieur le Maire rappelle que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales, impose à chaque structure intercommunale l'élaboration et l'adoption d'un projet de schéma de mutualisation à partir de 2015.

Par délibération n°2015/20 du 31 Mars 2015, le Conseil communautaire a approuvé le projet de schéma de mutualisation 2015-2020.

Dans le cadre de ce projet de schéma de mutualisation figurait un service commun dans le domaine de l'informatique.

La Communauté de Communes Cœur du Var disposant depuis le 01 Septembre 2016 d'un technicien informatique, a décidé par délibération N°2017/96 de la création d'un service commun d'assistance informatique.

M. le Maire expose au conseil municipal que compte tenu de la technicité de ce domaine, il est important de disposer d'un avis technique extérieur indépendant des professionnels. Il propose d'adhérer à ce service commun.

Le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 Décembre 2010,

Vu la délibération N° 2015/20 du Conseil communautaire adoptant le projet de schéma de mutualisation 2015/2020,

Vu la délibération N° 2017/96 du conseil communautaire créant le service commun d'assistance informatique,

M. LE MAIRE expose que la mutualisation des services est une volonté partagée des Directeurs Généraux des Services des Communes, composant l'espace communautaire. La mutualisation permet aux Communes de disposer de tarifications plus avantageuses, tout en conservant leur totale autonomie dans la gestion des contrats correspondants à leurs besoins propres.

Mme TAXI fait part de la problématique de la maintenance des 30 ordinateurs de l'école et informe que jusqu'à présent M. MEGUERDITCHIAN, ancien directeur d'école, intervient bénévolement.

M. LE MAIRE rappelle que seules les dépenses portant sur les bâtiments, les fluides et sont obligatoires pour la Commune. La maintenance des postes informatiques de l'Éducation Nationale n'entre pas dans le champ de compétences de la Commune.

Mme TAXI indique que le coût supplémentaire serait de 4800 € T.T.C.

M. LE MAIRE encourage M. MEGUERDITCHIAN à poursuivre son action, bénéfique pour l'école. Il faudra l'étudier pour le budget 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adhérer au service commun d'assistance informatique au 01/01/2018 créé par la Communauté de Communes Cœur du Var dans le cadre du projet de schéma de mutualisation 2015-2020.

Adopté à l'unanimité

3. ADOPTION DE LA CONVENTION TYPE À CONCLURE AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DU VAR POUR LE SERVICE COMMUN D'ASSISTANCE INFORMATIQUE.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que dans le cadre du projet de schéma de mutualisation 2015-2020, un service commun d'assistance informatique a été créé par délibération n°2017/96 du 26/09/2017. Par délibération n°2017/68, le conseil municipal a décidé d'adhérer à ce service commun.

A cet effet, il convient de passer une convention avec la Communauté de Communes Cœur du Var pour ce service commun.

Un projet de convention type a été établi et figure en annexe à la présente délibération.

Cette convention précise notamment :

- Le champ d'application
- Le prix des prestations
- La durée

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 Décembre 2010,

Vu la délibération n° 2015/20 du Conseil communautaire adoptant le projet de schéma de mutualisation 2015/2020,

Vu la délibération n° 2017/96 portant création d'un service commun d'assistance informatique,

Vu la délibération N° 2017/68 du conseil municipal décidant d'adhérer au service commun d'assistance informatique,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la convention à conclure avec la Communauté de Communes Cœur du Var, ci-annexée.

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la convention correspondante ainsi que toute pièce nécessaire à son exécution.

Adopté à l'unanimité

4. ACQUISITION PARCELLE BH N°38 (EN PARTIE), LIEU-DIT L'ARNAVESCIÈRE.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le plan de bornage 2017-78 dressé par le géomètre expert L. ROCHE, ci-annexé,

M. LE MAIRE expose aux membres du Conseil Municipal qu'une borne incendie a été implantée sur un terrain privé cadastré section BH n°38, appartenant à Monsieur MAESTRI Pierre.

Il convient de régulariser cet état de fait.

Il apparaît dès lors indispensable d'acquérir l'assiette d'implantation de ladite borne incendie soit 296 m², conformément au plan de bornage 2017-78 précité.

M. LE MAIRE indique que ce terrain permettra de stocker du matériel lors de travaux de voirie et les pompiers pourront se garer facilement avec leurs engins de secours.

M. SILVA : « Pourquoi racheter ce terrain alors que le propriétaire était d'accord pour implanter la borne, il pouvait accepter bénévolement ».

M. LE MAIRE lui répond qu'il ne connaît personne qui accepterait de voir son terrain occupé, sans contrepartie. Il n'y avait aucune autre solution pour sécuriser ce quartier.

Mme PELLERIN souhaite savoir pourquoi vers les Bertrands, il n'y a pas de borne incendie.

M. LE MAIRE lui répond que le débit est insuffisant pour installer une borne et c'est la raison pour laquelle, désormais, une cuve de 120 m³ est nécessaire pour l'obtention d'un permis de construire dans cette zone.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BH n°38 (partie :296 m²), conformément au plan ci-joint, pour un montant de 5 000 €.

ARTICLE SECOND : Que l'acte entérinant l'acquisition sera réalisé en la forme administrative.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Serge BUISINE, premier Adjoint de représenter la Commune du Thoronet pour cette acquisition, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder à l'ensemble des formalités induites à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

5. CRÉATION DE TROIS POSTES D'AGENTS NON TITULAIRES À TEMPS NON COMPLET POUR 26 HEURES HEBDOMADAIRES MAXIMUM COMPTE TENU DE L'ACCROISSEMENT D'ACTIVITÉ.

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1°,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux,

Vu le Décret n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois Adjoints Techniques,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer trois emplois non permanents d'agent polyvalent, pour accroissement temporaire d'activité rémunéré sur le grade d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet.

Monsieur le Maire expose que la création de ces trois postes permettrait de répondre aux besoins de la collectivité ; en priorité pour le bon fonctionnement de l'Ecole « Lucie Aubrac ».

Une discussion s'engage sur les difficultés municipales face à la fin des contrats aidés et de l'impact du maintien de certains postes sur le budget municipal.

Mme TAXI énonce qu'à minima un contrat de 10 heures hebdomadaires annualisées serait nécessaire, cela permettrait de pourvoir au remplacement d'un agent malade et un soutien aux agents des écoles déjà présents ; cela représente un coût de 2000 € par an.

Mme TAXI tient à remercier les membres du Conseil Municipal qui ont participé à la manifestation ayant pour objet le maintien de l'A.V.S. pour un enfant scolarisé à l'école Lucie Aubrac. La famille a eu gain de cause au grand soulagement de tous.

Tous les élus s'entendent pour que Monsieur le Maire soit libre d'organiser les services tel que nécessaire.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : De créer trois postes d'agents non titulaires à temps non complet pour 26 heures hebdomadaires maximum pour faire face à un besoin lié à l'accroissement temporaire d'activité.

ARTICLE SECOND : Que la rémunération s'effectuera par référence aux grilles indiciaires afférentes, grade d'Adjoint Technique Territorial.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder aux recrutements qui s'effectueront selon les besoins des services.

Adopté à l'unanimité

6. <u>ADHÉSION DE LA COMMUNE AU DISPOSITIF « VOISINS VIGILANTS ».</u>
--

M. LE MAIRE rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Commune est dotée d'un système de vidéoprotection de 16 caméras, étendu aux points d'entrées de la zone urbaine à la demande de la Gendarmerie.

M. LE MAIRE indique qu'une demande émanait de la Minorité municipale pour présenter le point à l'ordre du jour ainsi que de M. BUISINE, premier Adjoint au Maire.

M. BUISINE présente l'organisation de vigilance citoyenne établie par 18 bénévoles du quartier des Hauts de l'abbaye, touché par des cambriolages récurrents et la demande des membres, œuvrant pour la sécurisation de ce voisinage, pour que la Commune prenne en charge l'acquisition des panneaux « voisins vigilants ».

M. SILVA indique que la Minorité souhaite la mise en place du dispositif « voisins vigilants » et rappelle les propos du Préfet du Var en début d'année 2017, soit une augmentation de 16,3 % des cambriolages en 2016, avec 7593 faits constatés contre 6526 en 2015 à l'échelle du Var et le Colonel de Gendarmerie préconisait le dit dispositif pour parer à ces évènements.

M. LE MAIRE rend compte que les 16 caméras du Thoronet sont opérationnelles et ont été utilisées dans le cadre de 16 exactions depuis le 01/01/2017, dont 10 sur le territoire communal (6 à la demande des forces de l'ordre nationale). Il indique que la Majorité municipale ne souhaite pas ce dispositif.

M. SILVA lui rappelle qu'« il s'agit d'un engagement de campagne municipale confirmée lors de la cérémonie des vœux à la population et il vous appartient donc de le faire ».

M. LE MAIRE répond qu' « on ne réalise pas tout ce qui est écrit dans les programmes ; ne parlons pas d'ailleurs de votre programme de campagne, qu'avez-vous fait ? ».

M. SILVA lui répond « c'est vous qui avez été élu pas nous, c'est donc à vous de faire ».

M. ZAMORA soulève la problématique d'une nouvelle implantation de panneaux liée à ce dispositif, « alors même que la Commune a exigé le retrait des panneaux de publicité des commerçants thoronéens ».

M. BUISINE répond qu' « il s'agissait de l'application du Règlement National de Publicité et que le retrait des panneaux commerciaux a été réalisé à la demande du Préfet du Var, qui s'est exprimé par circulaire.

La Commune a réalisé la signalétique qui n'avait pas été refaite depuis 15 ans. Le Règlement National de Publicité s'impose à tous ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE : De ne pas adopter le principe de la réalisation du dispositif « voisins vigilants ».

Adopté à la majorité des voix exprimées

(Contre : M. Serge BUISINE, M. Alain SILVA et son pouvoir, M. Lucien BERTHIAUX et son pouvoir)

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE :

- Vœux du Maire et vœux au personnel municipal : Les membres du Conseil s'accordent pour maintenir la traditionnelle cérémonie des vœux du Maire à la population ainsi que celle à l'attention du personnel.

- La Commune souhaite demander le classement du Thoronet en état de catastrophe naturelle pour sécheresse. Les administrés qui auraient constaté des dégradations sur leur habitation, consécutives à la sécheresse - réhydratation des sols, seront invités à signaler les dommages subis (photos à l'appui) par courrier en Mairie, par l'intermédiaire des panneaux d'affichage municipaux et Var Matin.

A ce jour, la Commune ne dispose que de 9 dossiers et souhaiterait en obtenir davantage pour argumenter sa demande de classement auprès de Monsieur le Préfet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h45.

Le secrétaire de séance

M. SILVA Alain